

Contre la répression d'État

MANIFESTATIONS LE 13 AVRIL

Violences d'état, « grand débat », pour continuer coûte que coûte...

Quelques semaines avant l'irruption des Gilets jaunes, le chef de l'État avait voulu réhabiliter Pétain. L'affaire, forcément, avait fait quelque bruit et Macron avait prudemment choisi de battre en retraite. Dès le début de la mobilisation des Gilets jaunes, Macron et son gouvernement ont répondu par une répression brutale, et par l'escalade dans les mesures liberticides. Chaque semaine, c'est un déploiement inouï de forces policières. L'armée est mobilisée. Le gouvernement veut terroriser. Désormais, en France, des manifestations de retraités sont interdites, des grévistes sont menacés...

Le 13 avril prochain, des dizaines d'organisation appellent à manifester, à se mobiliser dans tout le pays contre la répression et l'arbitraire d'État, contre l'escalade répressive. C'est urgent !

Abrogation de la loi « anti-manifestants »

Et c'est sur fond de cette répression d'État, qui chaque semaine blesse et mutile des manifestants, que Macron a décidé et mis en scène son grand débat. L'écrasante majorité a ignoré cette grotesque opération de communication, dans le style et l'esprit des institutions antidémocratiques de la V^e République, au service du petit bonaparte aux accents de télévangéliste.

Trois mois après le début de cette odieuse mascarade, le Premier ministre, Édouard Philippe, vient d'en livrer les conclusions. Lors de sa campagne et au début de son quinquennat, Macron récitait : « *Il faut baisser les impôts, baisser les dépenses publiques.* » Après le grand débat, le chef du gouvernement explique : « *Il faut baisser les impôts, réduire les dépenses publiques...* »

Macron n'est rien d'autre que le mercenaire du capital financier, qui ne laisse aucune marge de manœuvre. Tout, absolument tout, doit être liquidé.

Le Figaro, dans son édition du 9 avril, révèle que le même jour où Édouard Philippe intervient

devant l'Assemblée nationale pour présenter les conclusions du grand débat, l'OCDE remet ses recommandations pour la France au ministre de l'Économie. Le quotidien résume : « *L'OCDE recommande à Macron d'accélérer les réformes.* » Et l'OCDE de marteler : il faut réduire les dépenses publiques, réduire l'endettement, relever l'âge de départ à la retraite...

« En haut », on s'alarme de la capacité de Macron à répondre jusqu'au bout aux exigences de ceux dont il sert les intérêts.

La crise politique de jour en jour s'aggrave. Elle s'exprime en particulier sur la manière de conduire la réforme des retraites, enjeu majeur de la suite du quinquennat.

Pourtant, au sein de l'exécutif comme dans la majorité parlementaire, ils sont d'accord sur l'objectif affiché par Macron depuis le début : tirer un trait définitif sur l'acquis majeur de la classe ouvrière que sont les retraites conquises en 1945.

Mais, paniqués par la révolte qui ne reflue pas, par l'affrontement qu'ils savent inévitable, ils se divisent, s'opposent sur la manière de procéder, sur le « comment faire ».

Une panique renforcée par l'élargissement au même moment du mouvement de fond des enseignants du primaire pour bloquer par la grève la réforme du ministre de Macron.

Plus que jamais, le moteur de toute la situation, c'est la résistance, c'est le rejet par l'immense majorité de ce gouvernement, de sa politique...

C'est toute l'actualité de l'appel lancé par les délégués présents à la convention nationale des comités de résistance et de reconquête : « *Nous décidons de continuer à agir, d'aider à proposer, à susciter tout ce qui permet de rassembler pour faire face. Parce que nous sommes persuadés que c'est unis, tous ensemble, que nous parviendrons à bloquer, à les faire reculer, à défaire Macron et sa politique.* »